

الصفحة 1 5	<p>المملكة المغربية وزارة التربية الوطنية والتكوين المهني المركز الوطني للتقويم والامتحانات والتوجيه</p> <p>NS 53</p>	<p>الامتحان الوطني الموحد للبكالوريا الدورة العادية 2015 - الموضوع -</p>
2	المادة	الاقتصاد العام والإحصاء
3	المعامل	شعبة علوم الاقتصاد والتدبير: مسلك علوم التدبير المحاسباتي

L'utilisation de la machine à calculer non programmable est autorisée
Pour les calculs, retenir deux chiffres après la virgule
Évitez les ratures et les surcharges, mentionnez le numéro du dossier puis celui de la question
0,5 point de la note sur 20 est réservé à la présentation de la copie

DOSSIER I : AGREGATS, MARCHES ET DYSFONCTIONNEMENTS

DOCUMENT 1 : Les prix du pétrole sont en chute libre en 2014

Les cours du baril sont passés de 110 dollars en juin à 65 dollars début décembre 2014. Une baisse de près de 40% qui selon certains experts pourrait se poursuivre jusqu'à 50 dollars le baril. Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer cette situation : une offre surabondante tirée principalement par la production américaine qui a doublé depuis 2005 pour atteindre 9 millions de barils par jour et par le ralentissement de la demande, notamment en Chine (deuxième consommateur mondial de pétrole) et en Europe, en raison du ralentissement économique dans les deux zones.

Source : www.slate.fr; le 02.12.2014 (texte adapté)

DOCUMENT 2 : Agrégats de la comptabilité nationale en millions de dh courants au Maroc

Années (xi)	2011	2012	2013
Produit intérieur brut (PIB)	802 607	827 497	.....
Revenu national brut disponible (RNBD)	843 224	.....	921 953
Dépenses de consommation finale (DCF)	.....	654 773	689 954
Épargne nationale brute (ENB)	223 954	.....	231 999
Revenus et transferts nets extérieurs (RTNE) (yi)	40 617	38 493	49 162

Source : HCP ; Comptes nationaux 2013 ; Juin 2014

DOCUMENT 3 : Indice des prix à la consommation au Maroc (IPC- base 100 en 2006)

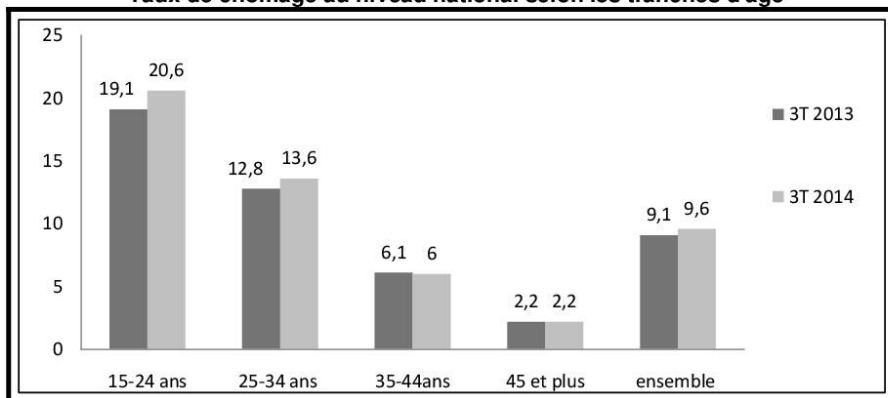
Éléments	2013	2014	Coefficients de pondération en %
Indice des prix des produits alimentaires	121,3	120	41,46
Indice des prix des produits non alimentaires	107	108,7	58,54
IPC (base 100 en 2006)	112,9	.....	100

Source : Enquête des prix à la consommation, Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique)

DOCUMENT 4 : Chômage au Maroc

La population active en chômage est passée à 1 140 000 chômeurs au 3^{ème} trimestre de l'année 2014, ce qui correspond à 64 000 chômeurs de plus par rapport à la même période de l'année précédente. Le taux de chômage est ainsi passé, entre les deux périodes, de 9,1% à 9,6% au niveau national, de 14% à **14,5%** en milieu urbain et de 3,7% à 4,1% en milieu rural.

Taux de chômage au niveau national selon les tranches d'âge



3T : troisième trimestre

Source : Enquête nationale sur l'emploi, Haut Commissariat au Plan (Direction de la Statistique)

TRAVAIL A FAIRE :

8,75 points

N°	QUESTIONS	BAREME
1	Voir l'Annexe 1 : Précisez la bonne réponse en indiquant ses coordonnées sur votre copie.	1 pt
2	Sur la base du document 1 : a- Identifiez le type de marché selon l'objet. b- Relevez une caractéristique pour chacune des composantes de ce marché : b1- l'offre ; b2- la demande ; c- Montrez que la loi de l'offre et de la demande est vérifiée sur ce marché.	0,25 pt 0,25 pt 0,25 pt 0,5 pt
3	A partir du document 2 : a- Lisez les données en gras soulignées ; b- Calculez les données manquantes du tableau ; c- Déterminez l'équation de la droite d'ajustement linéaire ($y = ax + b$) selon la méthode des moindres carrés (méthode développée) ; sachant que : x_i = les années ; y_i = RTNE ; $\sum x_i y_i = 265 089$; $\sum x_i^2 = 14$; $\bar{y} = 42 757,33$ d- Calculez le montant des RTNE prévisionnel en 2015.	0,5 pt 1 pt 1,5 pt 0,5 pt
4	Sur la base du document 3 : a- Lisez les données en gras soulignées ; b- Calculez la donnée manquante du tableau ; c- Calculez et lisez le taux d'inflation au Maroc en 2014.	0,5 pt 0,5 pt 0,75 pt
5	En vous référant au document 4 : a- Lisez la donnée en gras soulignée du texte ; b- Calculez la population active âgée de 15 ans et plus pour le 3 ^{ème} trimestre 2014 ; c- Relevez en illustrant deux caractéristiques du chômage au Maroc. (Texte et graphe)	0,25 pt 0,5 pt 0,5 pt

DOSSIER II : POLITIQUES ECONOMIQUES ET ECHANGES EXTERIEURS

DOCUMENT 5 : La banque centrale a baissé son taux directeur à 2,5 %

En décidant, en décembre 2014, de ramener le taux directeur à 2,5%, le conseil de Bank Al Maghrib (BAM) a justifié sa décision notamment par le fait que le chômage, en hausse, atteint désormais 9,5 %. S'il a assuré que la situation économique restait sous contrôle, le gouverneur de BAM ne s'est pas privé de s'alarmer du niveau faible de l'inflation qui, sur les 10 premiers mois de l'année 2014, s'est établi à 0,3 %, contre 2,1 % sur la même période en 2013. Le risque de déflation est bien au cœur des préoccupations de la banque centrale...

Le signal envoyé aux banques est des plus clairs : il est plus que jamais opportun de financer l'activité économique, tant le loyer de l'argent (taux d'intérêt) est bon marché.

Source : www.telquel.ma; le 17.12.2014 (texte adapté)

DOCUMENT 6 : Allègement du déficit budgétaire en 2013

L'Etat est parvenu à réduire le déficit budgétaire de 7% du PIB en 2012 à 5,2% en 2013 et ce malgré la persistance d'une conjoncture économique internationale perturbée. Cette atténuation du déficit est particulièrement attribuable aux efforts déployés pour contenir la charge de compensation qui est passée de 54,9 milliards de dirhams en 2012 à 41,6 milliards de dirhams en 2013. La baisse du déficit est due aussi à l'inexécution partielle des dépenses d'investissement prévues et ce dans un contexte de faible évolution des recettes fiscales. En outre, en matière de recettes budgétaires, des efforts intensifs ont été menés pour mobiliser des dons, notamment en provenance des pays du Conseil de Coopération du Golfe (encaissement d'un montant de 5,2 milliards de dirhams).

Source : Rapport Economique et Financier (PLF 2015)

DOCUMENT 7: Le déficit commercial en pourcentage du PIB recule de 1,7 point en 2014

C'est pour la première fois depuis 2007 que la valeur des exportations dépasse celle du déficit commercial : les exportations des biens ont ainsi atteint 196,7 milliards de DH en 2014 contre un solde commercial négatif de 186,3 milliards de DH. Ce qui représente un gain de 1,7 point de pourcentage du PIB par rapport à 2013. L'explication tient à la hausse de 6,1% des exportations mais aussi à la stagnation des importations, favorisée surtout par la chute de la facture énergétique (-10,1%) et le repli des acquisitions des biens d'équipement (- 4,1%). Deux postes qui pèsent pour 41% dans l'ensemble des importations en 2014 au lieu de 47,6% l'année d'avant. La hausse des exportations est tirée par le dynamisme des nouveaux secteurs (automobile, aéronautique, composants électriques et électroniques). Leur part dans les ventes à l'extérieur a frôlé les 30% en 2014 au lieu de 26% l'année précédente et 15% en 2010. A elles seules, les ventes du secteur automobile ont bondi de 26,2% à 39,8 milliards de DH, se hissant ainsi au premier rang des activités exportatrices avec une part de 20,2%. Ce résultat s'explique également par la diversification des marchés : en effet une augmentation sensible est constatée pour les exportations vers les pays hors Union Européenne, notamment, les Etats Unis, l'Inde, le Pakistan et l'Afrique subsaharienne.

Sources : L'Economiste du 21/01/2015 et Rapport économique et financier (PLF 2015) (texte adapté)

DOCUMENT 8 : Accords de libre-échange : impacts pour le Maroc

Le Maroc a fait le choix depuis trois décennies de la libéralisation et de l'ouverture de son économie à travers la conclusion de plusieurs **accords de libre-échange (ALE)** avec différents pays et régions du monde. Cette ouverture a influé sur son commerce en facilitant l'accès à des intrants (matières premières, etc.) plus variés, moins chers et de qualité ainsi qu'en stimulant la compétition entre les fournisseurs nationaux et étrangers. Elle a également exercé un impact sur la productivité et amélioré les performances à l'exportation des entreprises. L'économie marocaine se positionne, de plus en plus, comme plateforme de production et d'exportation, notamment vers les pays avec lesquels le Maroc a conclu des accords de libre-échange et d'investissement. Dans le cadre des ALE, les exportations se sont accrues de près de 16% en moyenne annuelle entre 2008 et 2013. De leur côté, les importations se sont accrues à un taux annuel moyen de 7% pour la même période. Toutefois, le déficit commercial dans le cadre des ALE s'est creusé, passant de 58 milliards de dirhams en 2008 à 67 milliards en 2013, soit 34% du déficit commercial global en 2013.

Source : Rapport économique et financier (PLF 2015)

TRAVAIL A FAIRE :

10,75points

N°	QUESTIONS	BAREME
6	Voir l'Annexe 2 : Précisez la bonne réponse en indiquant ses coordonnées sur votre copie.	1 pt
7	Sur la base du document 5 : a- Relevez : a1- une action de politique monétaire; a 2- une condition ayant permis cette action; b- Dégagez pour la politique monétaire : b1- un objectif intermédiaire; b2- un objectif final.	0,25 pt 0,25 pt 0,5 pt 0,5 pt
8	A partir du document 6 : a- Calculez et lisez l'indice d'évolution des dépenses de compensation en 2013 base 100 en 2012 ; b- Relevez une dépense budgétaire ordinaire et une recette budgétaire non ordinaire (exceptionnelle) ; c- Expliquez l'allègement du déficit budgétaire en 2013 (trois éléments).	0,5 pt 0,5 pt 1 pt
9	Sur la base du document 7 : a- Calculez le montant des importations de biens en 2014 ; b- Calculez et lisez le taux de couverture en 2014 ; c- Expliquez l'allègement du déficit commercial marocain en 2014 (deux éléments).	0,5 pt 0,5 pt 1 pt
10	En vous référant au document 8 : a- Expliquez l'expression en gras soulignée ; b- Montrez que le Maroc n'a pas pleinement profité des ALE.	0,25 pt 0,5 pt
11	Question de synthèse : Depuis 2013, le déficit commercial au Maroc s'inscrit dans une tendance baissière. Après avoir illustré et expliqué l'allègement de ce déficit, montrez comment soutenir cette tendance positive.	3,5 pts

0,5 pt pour la présentation

ANNEXES

ANNEXE 1

- 1- La fluidité sur le marché de la concurrence pure et parfaite (CPP) signifie :**
- a- l'ouverture du marché aux seules grandes entreprises disposant de ressources financières abondantes ;
 - b- l'absence de barrières à l'entrée et à la sortie du marché ;
 - c- l'absence d'information sur le marché ;
 - d- l'offre d'un produit homogène sur le marché.
- 2- Le taux d'inflation est passé de 4% à 3% entre 2013 et 2014, on parle dans ce cas de déflation :**
- a- Vrai ;
 - b- Faux.
- 3- Un titre de créance négociable émis par une banque est :**
- a- une action ;
 - b- un certificat de dépôt ;
 - c- un bon du trésor ;
 - d- un billet de trésorerie.
- 4- Le marché boursier est un marché de capitaux à long terme :**
- a- Vrai ;
 - b- Faux
- 5- Le circuit économique ouvert retrace :**
- a- les flux physiques et monétaires entre les agents économiques résidents dans un pays ;
 - b- les seuls flux physiques entre les agents économiques résidents dans un pays et entre ces agents et le reste du monde ;
 - c- les flux physiques et monétaires entre les agents économiques résidents dans un pays et entre ces agents et le reste du monde ;
 - d- les flux physiques et monétaires entre les entreprises résidentes.

ANNEXE 2

- 1- Dans le cas d'une politique monétaire anti- inflationniste, Bank Al Maghrib peut:**
- a- diminuer le taux de la réserve monétaire obligatoire ;
 - b- pratiquer une opération d'open market, en achetant des bons du trésor sur le marché monétaire ;
 - c- augmenter son taux directeur ;
 - d- acheter des devises dans le cadre des opérations de swap de change.
- 2- L'effet d'éviction signifie que l'effort de relance budgétaire se traduit par :**
- a- l'allègement de la dette publique ;
 - b- la hausse des importations ;
 - c- le détournement de l'épargne nationale au profit de l'Etat au détriment du secteur privé;
 - d- la hausse des impôts.
- 3- Le taux de couverture relatif aux échanges extérieurs de biens mesure :**
- a- le degré de couverture des exportations par les revenus et transferts nets de l'étranger ;
 - b- le degré de couverture des importations par les exportations ;
 - c- la part des exportations dans le produit intérieur brut ;
 - d- le degré d'ouverture d'un pays sur l'étranger.
- 4- La masse monétaire M3 est définie comme :**
- a- l'ensemble des moyens de paiement en circulation à un moment donné dans une économie détenus par des agents économiques non financiers ;
 - b- la monnaie fiduciaire en circulation dans une économie ;
 - c- la monnaie divisionnaire ;
 - d- la monnaie scripturale et les placements à vue.
- 5- le MASI est un indice boursier qui permet de mesurer la performance des titres boursiers les plus liquides :**
- a- Vrai ;
 - b- Faux.